

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la justice

ARRÊTÉ

Portant nomination d'examineurs spécialisés adjoints au jury des premier, deuxième et troisième concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature

La garde des sceaux, ministre de la justice,

- VU l'ordonnance n°58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature, et notamment son article 21-1 ;
- VU le décret n°72-355 du 4 mai 1972 modifié relatif à l'Ecole nationale de la magistrature et notamment ses articles 19, 32, 32-6 et 37 ;
- VU l'arrêté de la garde des sceaux, ministre de la justice en date du 7 décembre 2018 portant ouverture au titre de l'année 2019 de trois concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature ;
- VU l'arrêté du 15 mars 2019 portant nomination des président et membres du jury des premier, deuxième et troisième concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature pour la session 2019 ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Sont nommés en qualités d'examineurs spécialisés adjoints au jury des premier, deuxième et troisième concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature :

- M. ABENTIN Emmanuel, vice-président chargé des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal de grande instance d'Albi ;
- M. ADALID Sébastien, professeur des universités, agrégé de droit public, à l'université Le Havre Normandie ;
- Mme AGUDO Anaïs, juge des enfants au tribunal de grande instance de Bobigny ;
- Mme APETROAIE Cristina, juge au tribunal de grande instance de Douai ;
- Mme AUSBART (MASSART) Stéphanie, conseillère à la cour d'appel de Versailles ;
- Mme BABA-AISSA (LALEG) Nawelle, juge des enfants au tribunal de grande instance de Charleville-Mézières ;

M. BADENE Karim, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Marseille ;
M. BAUMERT (BAUMERT-STORTZ) Sébastien, vice-président chargé des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal de grande instance de Saverne ;
M. BEDIER Jean-Louis, président du tribunal administratif de Toulon ;
M. BEN KEMOUN Laurent, premier vice-président adjoint au tribunal de grande instance de Bobigny ;
Mme BENAMER Linda, juge au tribunal de grande instance de Lyon ;
Mme BERNARD Cindy, juge d'instruction au tribunal de grande instance d'Auxerre ;
Mme BERNIER Julie, procureure de la République près le tribunal de grande instance de Montluçon ;
Mme BERRIER Audrey, juge de l'application des peines au tribunal de grande instance de Brest ;
Mme BIGOT (LOUIS) Hélène, vice-présidente chargée des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal de grande instance de Toulon ;
Mme BILLET (YDIER) Fabienne, vice-présidente du tribunal administratif de Melun ;
Mme BIT Edwige, vice-présidente au tribunal de grande instance de Bergerac, chargée du service du tribunal d'instance ;
M. BLACQUE-BELAIR Wladis, vice-président chargé de l'instruction au tribunal de grande instance de Rouen ;
Mme BOBKO Catherine, première conseillère à la cour administrative d'appel de Versailles ;
M. BOISDRON Vincent, juge au tribunal de grande instance de Meaux, chargé du service du tribunal d'instance ;
Mme BONNES Claire-Marine, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Bobigny ;
Mme BOURLOIS Caroline, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Brest ;
M. BOURRELLY Clément, juge placé auprès du premier président de la cour d'appel de Paris ;
Mme BOUSQUEL (OTTO) Sonia, conseillère à la cour d'appel de Douai ;
M. BOUVIER-LACROIX Nicolas, juge de l'application des peines au tribunal de grande instance de Bobigny ;
Mme BRANCHE (BLACQUE-BELAIR) Sandrine, conseillère chargée du secrétariat général de la cour d'appel de Rouen ;
Mme BRUNET Marie, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Vienne ;
Mme BUCAU (BUSQUET) Céline, vice-procureure de la République près le tribunal de grande instance de Mont-de-Marsan ;
Mme BURAUD Line, vice-procureure de la République près le tribunal de grande instance de Mont-de-Marsan ;
Mme CALMES (BRUNET) Sylvia, maître de conférences en droit public à l'université de Rouen ;
Mme CAPRIN Stéphanie, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Bordeaux ;
Mme CARPENTIER (SALMON) Aurore, vice-présidente au tribunal de grande instance de Lorient ;
M. CARPENTIER Florent, juge au tribunal de grande instance de Paris ;
Mme CARRÉ Sabine, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;
M. CASSUTO Thomas, conseiller à la cour d'appel de Paris ;
Mme CASTAGNET Florence, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Lyon ;
Mme CAUCHY Carine, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Toulon ;
M. CAZALA Julien, professeur de droit public à la faculté de droit, science politique et sociale de l'université de Paris XIII Sorbonne Paris Cité ;

Mme CHAIGNEAU (PIAGGI) Sophie, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;

Mme CHALLAMEL (PASQUIER) Ségolène, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;

Mme CHAMPAGNE Céline, juge au tribunal de grande instance de Nanterre ;

Mme CHARBONNIER Lucile, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Amiens ;

Mme CHASTEL Céline, vice-présidente au tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, chargée du service du tribunal d'instance de Martigues ;

M. CHIRAT Emmanuel, vice-procureur de la République près le parquet national financier ;

M. CIGNONI Thomas, juge au tribunal de grande instance de Paris ;

M. CIOFFI Jean-Louis, vice-président au tribunal de grande instance de Besançon, chargé du service du tribunal d'instance ;

Mme COLLET Hélène, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;

M. COMBETTES Philippe, premier vice-président au tribunal de grande instance de Melun ;

Mme CORDARY Lorraine, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel de Paris ;

Mme CORNILLE (HUYSSSEN) Perrine, juge de l'application des peines au tribunal de grande instance de Béthune ;

Mme COTTEREAU Marine, auditrice à la Cour de cassation ;

M. COUTURIER Dominique, président honoraire ;

Mme COUVEZ (MUSELLI) Sophie, juge au tribunal de grande instance de Paris ;

Mme CROUZATIER (CROUZATIER-DURAND) Florence, maître de conférences en droit public à la faculté de droit et science politique de l'université de Toulouse 1 Capitole ;

Mme DALEAU Jeanne, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;

Mme DANG Laure, vice-présidente chargée des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal de grande instance de Douai ;

M. DANO Romuald, juge de l'application des peines au tribunal de grande instance d'Alençon ;

Mme de VALLÉE Aude, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Laon ;

M. DEFOURNEL Benoît, vice-procureur placé auprès du procureur général de la cour d'appel de Fort-de-France ;

Mme DELEUZE (BRUNEL) Ludivine, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Lyon ;

Mme DENJOY Agnès, conseillère à la cour d'appel de Grenoble ;

M. DEUSCH Alain, juge du livre foncier au tribunal d'instance de Strasbourg ;

Mme DOSIO Karine, juge au tribunal de grande instance de Lille, chargée du service du tribunal d'instance ;

M. DUCROCQ Romain, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Reims ;

Mme DURAN-GOTTSCHALK (DURAN) Karine, rapporteure à la cour administrative d'appel de Marseille ;

M. DURAND Guy, maître de conférences en droit public à la faculté de droit et des sciences économiques de l'université de Perpignan via Domitia ;

M. DUTON Jean-Christophe, juge des enfants au tribunal de grande instance de Nîmes ;

M. EBEL Frédéric, vice-président chargé des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal de grande instance de Narbonne ;

Mme EHOKE Lisa, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel de Rouen ;

Mme FABRE Emeline, juge au tribunal de grande instance de Dieppe ;

Mme FACON (VANDYCK) Isabelle, vice-présidente au tribunal de grande instance de Lille, chargée du service du tribunal d'instance ;

Mme FAIRANT Jennifer, juge au tribunal de grande instance d'Evry, chargée du service du tribunal d'instance de Palaiseau ;
M. FAISANDIER Philippe, avocat général près la cour d'appel de Douai ;
Mme FERRÉ Audrey, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;
Mme FETIZON Sylvie, conseillère à la cour d'appel de Paris ;
M. FILHOL Vincent, vice-procureur de la République près le parquet national financier ;
Mme FORMOND Helena, vice-présidente chargée de l'instruction au tribunal de grande instance de Bayonne ;
Mme FOUZAI (SCHMIDT) Myriam, juge au tribunal de grande instance de Fort-de-France ;
Mme FRANCAVILLA Anne, vice-procureure de la République près le tribunal de grande instance de Pointe-à-Pitre ;
Mme FREDON Alix, juge de l'application des peines au tribunal de grande instance de Draguignan ;
M. GACQUER Wilfrid, substitut général près la cour d'appel d'Amiens ;
Mme GAUMER Julie, juge au tribunal de grande instance de Charleville-Mézières, chargée du service du tribunal d'instance de Sedan ;
Mme GAUTHERON Bérengère, vice-présidente au tribunal de grande instance de Fort-de-France ;
M. GAUTHIER Yoann, substitut placé auprès du procureur général de la cour d'appel d'Angers ;
M. GETTLER Nicolas, juge des enfants au tribunal de grande instance de Bordeaux ;
Mme GIBALDO Clélie, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Amiens ;
Mme GIROUX Laurence, première substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;
M. GRANDGEORGE Thomas, juge des enfants au tribunal de grande instance de Mont-de-Marsan ;
Mme GRANGE (ZAPLANA) Cécile, sous-préfète d'Argentan ;
Mme GRANOUX Astrid, vice-présidente au tribunal de grande instance de Douai ;
M. GREGOIRE Thomas, premier substitut à l'administration centrale du ministère de la justice ;
Mme GROSCLAUDE Laurence, juge au tribunal de grande instance de Paris ;
Mme GUILLARD Albane, vice-présidente chargée de l'instruction au tribunal de grande instance de Rouen ;
Mme GUILLMOT Margaux, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris ;
Mme GUILLO (CRECHET) Cécile, vice-présidente chargée de l'instruction au tribunal de grande instance de Béthune ;
Mme HAMMAOUI (BAHMED) Fairouz, juge de l'application des peines au tribunal de grande instance de Bobigny ;
M. HANNOUN Jérôme, juge placé auprès du premier président de la cour d'appel d'Angers ;
Mme HARDUIN Estelle, juge des enfants au tribunal de grande instance d'Evry ;
Mme HAROU (TETREAU) Marie, vice-présidente au tribunal de grande instance de Rouen ;
M. HEINTZ Mathieu, rapporteur public au tribunal administratif de Grenoble ;
Mme HENRIOT (MAUREL) Christelle, juge au tribunal de grande instance de Limoges, chargée du service du tribunal d'instance ;
M. HEUTY Julien, substitut placé auprès du procureur général de la cour d'appel de Paris ;
Mme HOUNKPATIN AMOUSSA Oriane, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Laon ;
Mme HOUSSAYE (DIRASSE) Emmanuelle, vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants au tribunal de grande instance de Dieppe ;

Mme HUARD (HARDY) Fabienne, enseignante-chercheur à l'École Nationale d'Administration Pénitentiaire ;
Mme HUBAU Julie, juge des enfants au tribunal de grande instance de Melun ;
Mme JACQUÉ (SALORD) Marie, conseillère à la cour d'appel de Lyon ;
Mme JEAN-BAPTISTE Aurore, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Valenciennes ;
Mme JOLY (BIENAIMÉ) Emilie, vice-présidente au tribunal de grande instance de Douai ;
M. JOUANNEAU Romain, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Châlons-en-Champagne ;
M. JOULAIN Patrick, vice-président chargé des fonctions de juge de l'application des peines au tribunal de grande instance de Roanne ;
Mme JOURDAIN (QUIDEAU) Anne-Sophie, juge de l'application des peines au tribunal de grande instance de Lorient ;
M. JULIA Nicolas, vice-procureur de la République près le tribunal de grande instance de Valence ;
Mme KERDUDO Elodie, juge des enfants au tribunal de grande instance d'Annecy ;
Mme KHALIL Julie, juge au tribunal de grande instance de Nanterre ;
Mme KHANGELDIAN (HEAU) Lilitt, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;
Mme KLEIN (KUNTZ) Aline, vice-procureure de la République près le tribunal de grande instance de Strasbourg ;
M. KOLODZIEJ Cyrille, juge des enfants au tribunal de grande instance d'Épinal ;
Mme LANDAIS Clémence, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel d'Amiens ;
Mme LANOE Elodie, juge des enfants au tribunal de grande instance d'Évry ;
Mme LAVELOT Juline, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Compiègne ;
M. LE FUR Kévin, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Bar-le-Duc ;
Mme LE GALLOUDEC Anne-Laure, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Béthune ;
M. LE GRAND Cédric, substitut à l'administration centrale du ministère de la justice ;
Mme LECHTMAN Eve, juge au tribunal de grande instance de Paris ;
Mme LEFEBVRE (IBANEZ) Nadine, vice-présidente au tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, chargée du service du tribunal d'instance de Martigues ;
Mme LOPA DUFRENOT (DUFRENOT) Micheline, conseillère à la cour administrative d'appel de Marseille ;
M. LUTZ Frédéric, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Belfort ;
M. MADER William, juriste en droit des affaires à la direction des affaires juridiques du ministère des Outre-Mer ;
Mme MAÎTRE Sophie, première substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;
M. MARTIN Rémy, premier conseiller au tribunal administratif de Toulon ;
Mme MARTIN (d'ARTIGUES) Blandine, vice-procureure de la République près le tribunal de grande instance du Mans ;
Mme MARTIN (SOULON) Hélène, vice-présidente au tribunal de grande instance de Marseille ;
Mme MARTINET (SILLARD) Ghislaine, vice-présidente honoraire ;
M. MÉLISON David, juge au tribunal de grande instance d'Épinal, chargé du service du tribunal d'instance ;
Mme MERCIER Anne-Mahaut, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris ;
M. MICOLET Yves, avocat général près la cour d'appel de Paris ;

Mme MILLER (CHARON) Céline, vice-présidente au tribunal de grande instance de Lille, chargée du service du tribunal d'instance ;

M. MOLIN Olivier, vice-président au tribunal de grande instance de Besançon, chargé du service du tribunal d'instance ;

M. MORRON Valéry, substitut placé auprès du procureur général de la cour d'appel de Reims ;

M. MOSSER Guillaume, juge au tribunal de grande instance d'Angoulême ;

Mme MOUSTROU Julie, vice-présidente chargée des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal de grande instance de Dax ;

Mme MOUTIER Lucile, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Valenciennes ;

M. MULLER Jean-Christophe, avocat général près la cour d'appel de Paris ;

Mme MUSCAT Hélène, maître de conférences en droit public à la faculté de droit et science politique de l'université de Rennes 1 ;

Mme NORMAND Sandrine, vice-présidente chargée des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal de grande instance de Lille ;

Mme OLIVIER Clémence, juge au tribunal de grande instance de Paris ;

Mme OLLIVIER Florence, vice-procureure placée auprès du procureur général de la cour d'appel de Paris ;

Mme PAILLARD Christine, maître de conférences en droit public à la faculté de droit et science politique de l'université de Rennes 1 ;

Mme PARTOUCHE Sophie, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

Mme PASCOAL Anna, juge des enfants au tribunal de grande instance de Charleville-Mézières ;

Mme PENET (LECHANTEUX) Marie-Amélie, substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;

Mme PEREZ (KIEFFER) Tatiana, rapporteure au tribunal administratif de Toulon ;

Mme PERREE (PETITEAU) Vanessa, inspectrice à l'inspection générale de la justice ;

Mme PIRAT (COENEN) Hélène, présidente de chambre à la cour d'appel de Riom ;

Mme POUILLAT (COMPAN) Véronique, procureure de la République adjointe près le tribunal de grande instance de Nîmes ;

Mme POUS (LE MOAL) Fabienne, présidente de chambre honoraire ;

Mme QUESNEL Claire, première substitue à l'administration centrale du ministère de la justice ;

Mme RACKETTE Cécile, magistrate en position de service détaché auprès du ministère de l'économie et des finances, cheffe du bureau du droit pénal et de la protection juridique ;

Mme RECEVEUR (MASSIAH) Emmanuelle, vice-présidente chargée de l'instruction au tribunal de grande instance de Bergerac ;

M. REUL Matthieu, substitut à l'administration centrale du ministère de la justice ;

Mme REVEL Morgane, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Charleville-Mézières ;

M. RICHEVAUX Marc, maître de conférences à l'université du Littoral ;

Mme ROBERT Sarah, juge des enfants au tribunal de grande instance d'Amiens ;

Mme ROBERT (MARTIN) Bénédicte, première conseillère au tribunal administratif de Bordeaux ;

Mme ROSE (CAMERA) Olivia, juge des enfants au tribunal de grande instance de Grasse ;

M. ROSSI Alexandre, vice-procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nîmes ;

Mme RUEFF (DEUSCH) Claire, vice-présidente chargée des fonctions de juge de l'application des peines au tribunal de grande instance de Mulhouse ;

M. RUFF Nicolas, juge de l'application des peines au tribunal de grande instance de Saint-Pierre de la Réunion ;
M. SANSON Pierre, conseiller au tribunal administratif de Lille ;
Mme SCHARDT (BOUTS) Arabelle, juge au tribunal de grande instance de Dunkerque, chargée du service du tribunal d'instance ;
M. SEMERIVA Clément, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Marseille ;
Mme SÉNÉCHAL (DE RÉ) Bérangère, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Laon ;
Mme SERLOOTEN (CANET) Claire, maître de conférences à l'université de Toulouse Capitole ;
M. SIEGRIST Quentin, juge au tribunal de grande instance de Paris ;
M. SILVESTRE-TOUSSAINT Frédéric, rapporteur au tribunal administratif de Nice ;
Mme SIMART Odile, présidente du tribunal de grande instance de Saverne ;
Mme SIMBILLE Marie, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Saint-Pierre de la Réunion ;
Mme SIMIAND Julie, juge au tribunal de grande instance de Charleville-Mézières ;
Mme SIMOES Laureen, juge au tribunal de grande instance de Saint Quentin ;
Mme SOPPELSA (LEFEBVRE) Anne, première conseillère au tribunal administratif de Bordeaux ;
M. SOUPLET Julien, administrateur à l'Assemblée Nationale ;
M. STORTZ (BAUMERT-STORTZ) Julien, vice-président chargé des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal de grande instance de Strasbourg ;
Mme SYSKA Céline, vice-présidente au tribunal de grande instance de Douai, chargée du service du tribunal d'instance ;
Mme TAILLEPIERRE Aurore, juge de l'application des peines au tribunal de grande instance d'Angers ;
Mme TIR (TIR-LAHYANI) Sabah, conseillère à la cour d'appel de Lyon ;
Mme TIREAU (ALEXANDRE) Anne-Cécile, vice-procureure de la République près le tribunal de grande instance de Rennes ;
Mme VALQUE Claire, juge des enfants au tribunal de grande instance de Dieppe ;
Mme VAN GOETSENHOVEN Carole, juge au tribunal de grande instance de Châlons-en-Champagne, chargée du service du tribunal d'instance ;
Mme VANONI (THIERY) Julia, juge au tribunal de grande instance de Nanterre ;
Mme VARENNE Marion, rapporteure au tribunal administratif de Lille ;
Mme VIETTE Elsa, juge au tribunal de grande instance de Nanterre ;
Mme VILLETTE Anne, conseillère au tribunal administratif de Versailles ;
Mme VINCENT (BUES) Magali, vice-présidente au tribunal de grande instance de Marseille ;
Mme YVINEC Marielle, substitue du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris ;
M. ZAKRAJSEK Alain, procureur adjoint près le tribunal de grande instance de Caen ;
Mme ZUBER Émilie, juge de l'application des peines au tribunal de grande instance de Bobigny.

Article 2

Le présent arrêté sera affiché et notifié au directeur de l'École nationale de la magistrature qui sera chargé de son exécution.

Fait à Paris, le 21 MAI 2019 

La garde des sceaux, ministre de la justice
par délégation, le chef de service, adjoint au directeur des services judiciaires